



Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie



Sommaire

1 Etat des lieux
au 31.12.2021
Page 3

2 Contexte
sociodémographique
Page 5

3 Petite enfance
Page 8

4 Enfance
Jeunesse
Page 14

5 Parentalité
Page 20

6 Animation de la
vie sociale
Page 20

7 Accès aux
droits
Page 24

8 Annexe
Glossaire
Page 27

Etat des lieux au 31.12.2021

Les données analysées

Données quantitatives :

- Recensement général de la population, INSEE (2019 et années précédentes)
- Données Caf
- Données MSA
- Données du Conseil départemental
- Données des coordinations départementales (PESL, Petite enfance, Parentalité, Handicap...)

Données qualitatives :

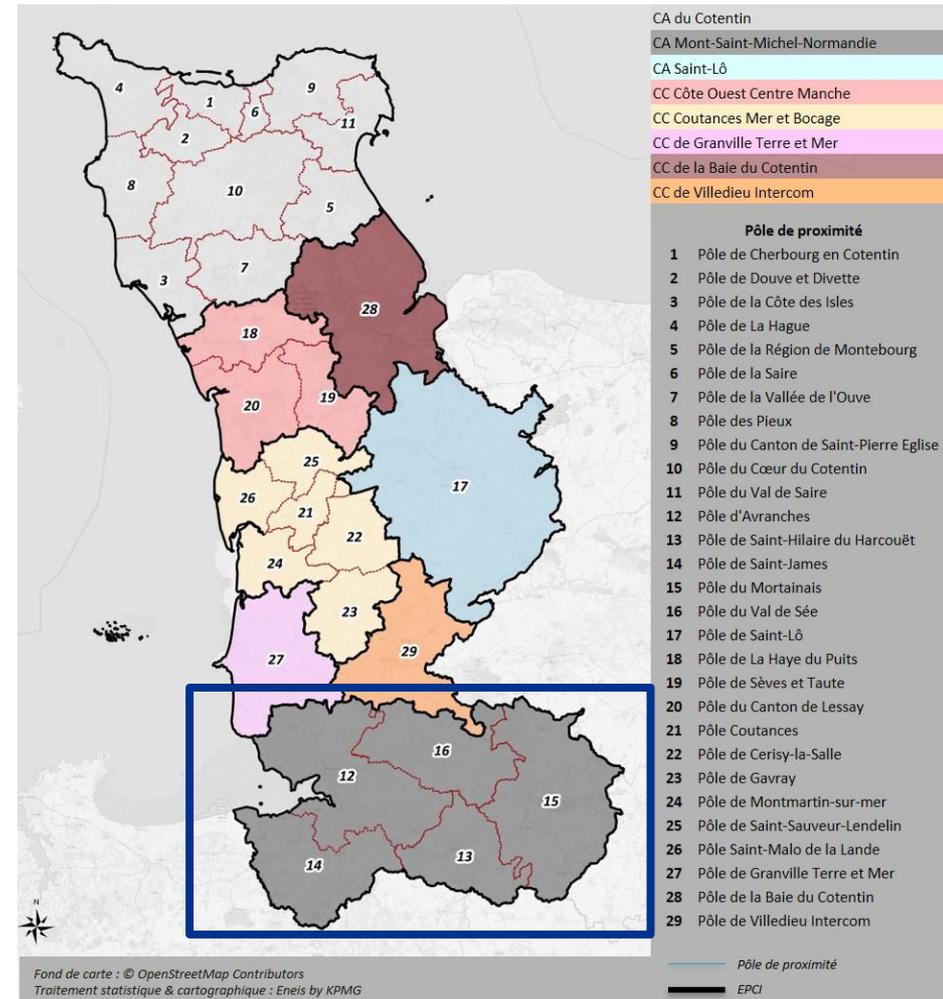
- Schéma départemental de services aux familles
- Entretiens :
 - CEMEA
 - MSA
 - Ligue de l'enseignement
 - CAF de la Manche
 - DDCS
 - SDJES
 - UDAF
 - CAMSP et CMPP
 - Coordinations départementales

La CA Mont-Saint-Michel-Normandie

Date de création : 1^{er} janvier 2017

Nombre de communes : 95

Nombre d'habitants : 87 613 (INSEE 2019)



Les retours de l'enquête habitants

La caractérisation de l'échantillon

Un échantillon familial essentiellement composé de femmes de 25-64 ans



679 répondants dont **89,5%** âgés de **25-64 ans** et **78,2%** de femmes.



60,2% des répondants ont un ou plusieurs enfants mineurs/à naître (soit 409 répondants).



14,3% des répondants (soit 97 répondants) indiquent vivre seuls avec leur(s) enfant(s).

Le profil des enfants des répondants :



45% des répondants ayant des enfants mineurs ou à naître en ont deux (soit 184 répondants).



57,2% des répondants ont des enfants de 11 à 17 ans (soit 234 répondants).



4,2% des répondants avec enfants indiquent avoir un enfant en situation de handicap (soit 17 répondants).

Les caractéristiques socioéconomiques des répondants



53,3% des répondants (362 répondants) sont en emploi à temps plein et 14% (95 répondants) sont en emploi à temps partiel.



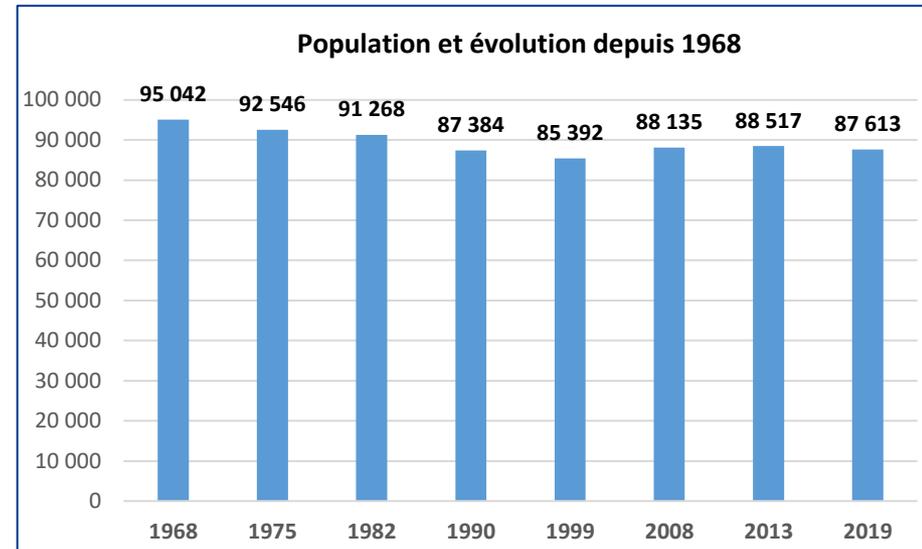
78,1% des répondants (286 répondants) ont un.e conjoint.e qui travaille à temps plein et 5,2% (19 répondants) à temps partiel.

Les modalités de diffusion du questionnaire (essentiellement transmis via la base allocataires de la CAF) peuvent induire un biais dans la représentativité de l'échantillon et certaines analyses.

Contexte sociodémographique

Un territoire recensant une part importante de la population départementale mais un faible dynamisme démographique

- Avec ses 87 613 habitants en 2019 (soit 17,7% de la population départementale), la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie est le deuxième territoire le plus peuplé du département après la CA du Cotentin (178 600).
- Entre 1968 et 2019, la population du territoire a toutefois diminué de manière quasi continue.
- Entre 2013 et 2019, le nombre d'habitants de la CA Mont-Saint-Michel-Normandie a diminué de 0,2% en moyenne chaque année en raison d'un solde naturel négatif (-0,5% par an) que le solde migratoire positif (+0,3%) n'a pas permis de compenser suffisamment. Cette évolution démographique négative s'inscrit dans la tendance départementale puisque la population du département a légèrement baissé entre 2013 et 2019 (-0,2% par an), et s'oppose à la tendance nationale qui est elle à la croissance démographique (augmentation démographique de 0,4% chaque année).
- Le taux de natalité sur l'EPCI était de 10,5 entre 2013 et 2019 soit en dessous des niveaux départemental (11,3) et national (14). De plus, on peut souligner qu'à l'instar du taux de natalité départemental et national, le taux de natalité au sein de l'EPCI a augmenté depuis la période 2008-2013 passant de 9,8 à 10,5.



Source : Insee, RGP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 ; RP 2007, 2013 et 2019

	Variation de la population entre 2013-2019		
	EPCI	Département	France métropolitaine
Variation de la population (%)	-0,2%	-0,2%	0,4%
<i>Due au solde naturel (%)</i>	-0,5%	-0,3%	0,2%
<i>Due au solde migratoire (%)</i>	0,3%	0,1%	0,3%

Source : Insee, RP 2019 exploitation principale

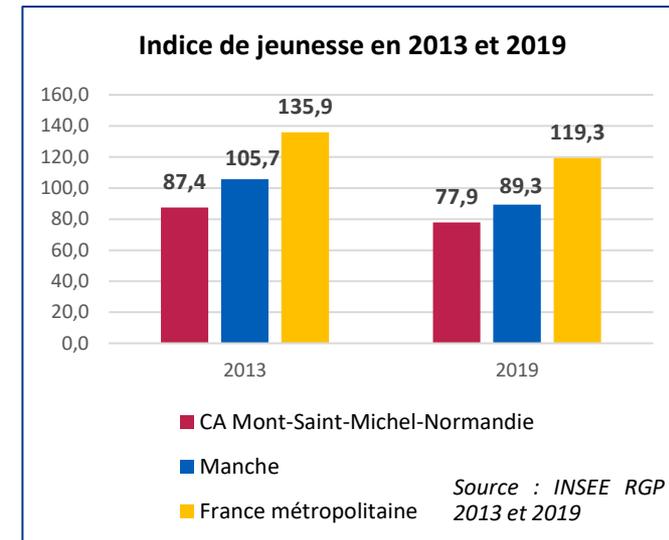
	Taux de natalité		
	EPCI	Département	France métropolitaine
2008-2013	9,8	10,6	12,6
2013-2019	10,5	11,3	14,0

Source : Insee, RGP 1999 ; RP 2019 exploitation principale

Contexte sociodémographique

Une gérontocroissance qui tend à diminuer

- La proportion de personnes de plus de 65 ans au sein de la CA Mont-Saint-Michel-Normandie s'élève à 25,1% ; elle surpasse ainsi celle du département (environ 22,0%) et a fortiori celle du territoire national (17,5%). La part des jeunes de moins de 19 ans est quant à elle inférieure à celle observée tant à l'échelle départementale que nationale (21,2% contre respectivement 22,0% et 23,9%). La population de cet EPCI est donc globalement plus âgée que celle du département et de la France métropolitaine.
- Entre 2013 et 2019, la part des moins de 19 ans a diminué en moyenne de 0,7% chaque année, celle des 20-64 ans a pour sa part baissé de 0,9% par an et celle des plus de 65 ans a également diminué (-1,6% par an). Toutefois, il est à préciser que ces évolutions ne sont pas propres au territoire mais sont également observables à l'échelle du département également (et de la France en ce qui concerne les plus de 65 ans).
- En 2019, l'indice de jeunesse sur le territoire (77,9) est nettement inférieur à celui du département et surtout du pays. En effet, pour 100 personnes de plus de 65 ans on compte 119,3 jeunes de moins de 20 ans à l'échelle nationale et environ 89,3 l'échelle du département.



L'indice de jeunesse est utilisé pour mesurer la mixité intergénérationnelle. Il s'agit du nombre de jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes de plus de 65 ans sur le territoire.

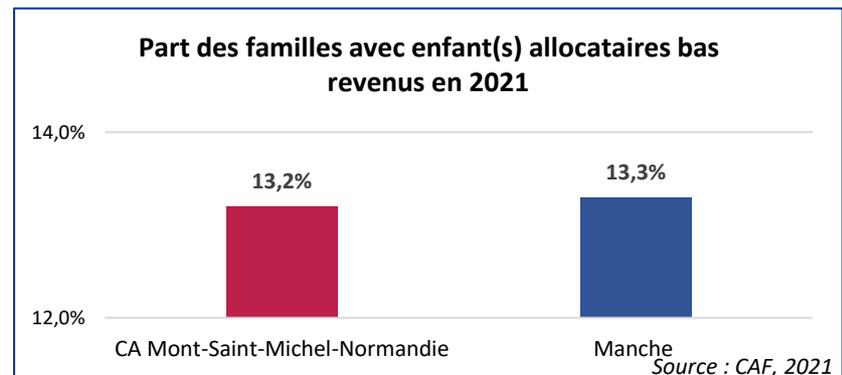
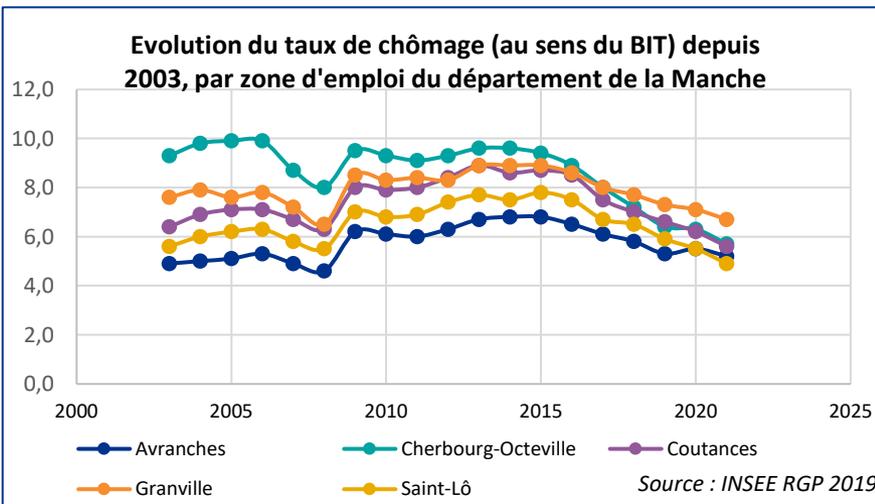
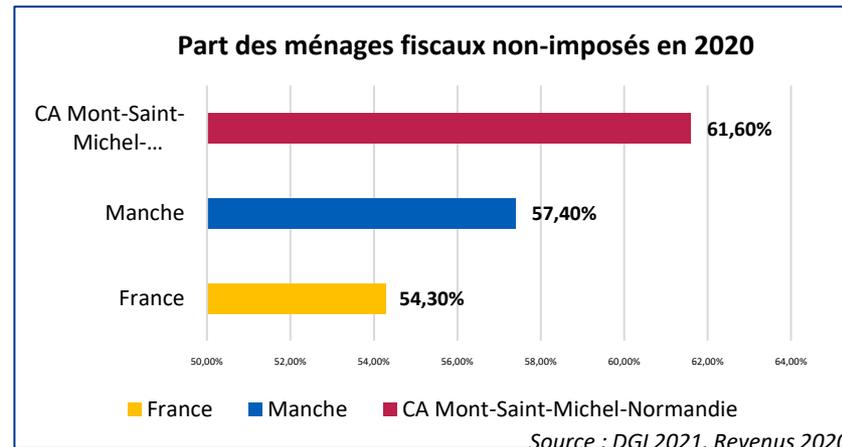
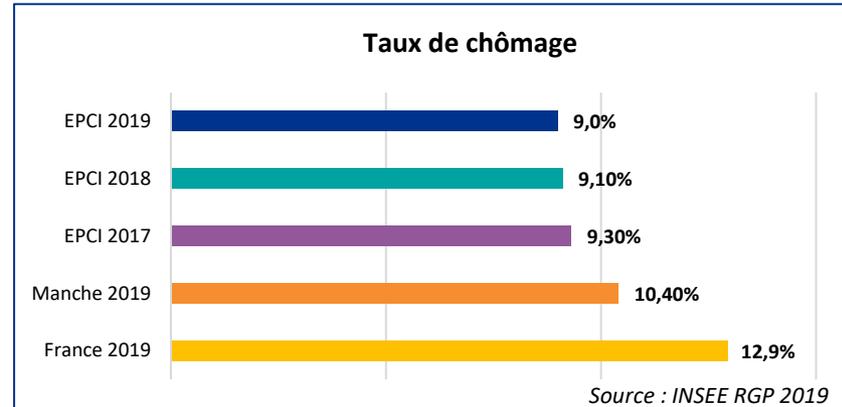
	Effectifs en 2019			Part dans la population totale en 2019			Evolution annuelle moyenne entre 2013 et 2019		
	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METR.	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METR.	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METR.
0-19 ans	18 609	108 863	15 561 780	21,2%	22,0%	23,9%	-0,7%	-1,1%	0,1%
20-64 ans	45 120	264 210	36 492 728	51,5%	53,4%	56,1%	-0,9%	-0,9%	0,0%
65 ans ou plus	23 884	108 972	11 410 904	25,1%	22,0%	17,5%	-1,6%	-2,2%	-2,6%
TOTAL	87 613	482 045	63 465 413	97,9%	97,4%	97,5%	-0,2%	-0,2%	-2,6%

Source : Insee, RP 2013 et 2019, exploitation principale

Contexte sociodémographique

Des indicateurs de vulnérabilité moins marqués qu'à l'échelle du département

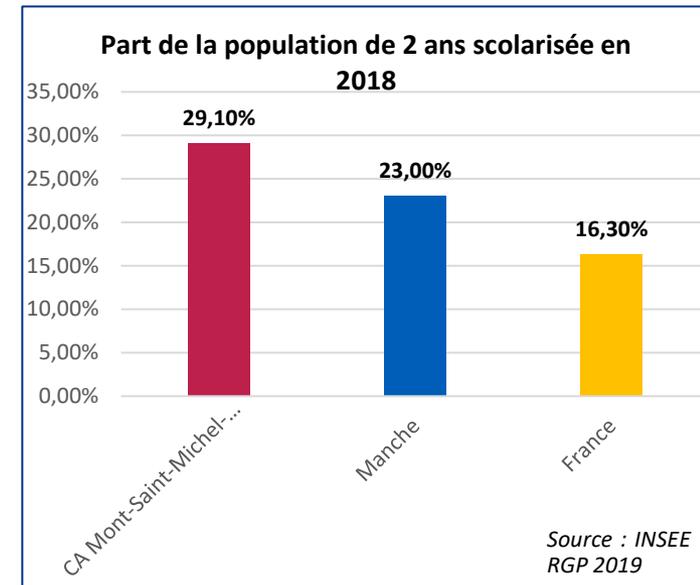
- Le taux de chômage à l'échelle de la CA Mont-Saint-Michel-Normandie (9,0%) se situe en-deçà du taux départemental (10,4%) et du taux national qui s'élève lui à 12,9%. Il s'agit de l'EPCI avec le taux de chômage le plus faible du département. Cette tendance est confirmée par le taux de chômage au sens du BIT, qui est le plus faible du département dans la zone d'emploi d'Avranches.
- En revanche, l'EPCI compte une part élevée de ménages fiscaux non-imposés en 2020 (61,6%), largement supérieure à la moyenne départementale (57,4%) et a fortiori nationale (54,3%). Ce constat peut être mis en relation avec la part importante d'habitants de 65 ans et plus sur le territoire, soit des habitants qui ne sont pas au chômage mais sont pour le moins modestes.
- Parmi les familles avec enfants, 13,2% vivent sous le seuil de bas revenus : cette part est similaire à la moyenne départementale (13,3%).



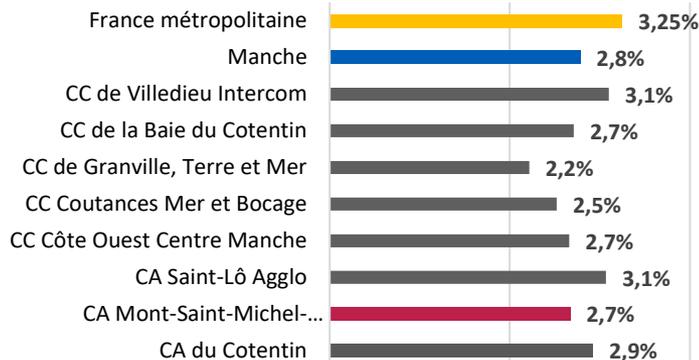
Petite enfance

Une très large majorité d'enfants de moins de 3 ans dont les parents sont actifs

- La part de la population des 0-2 ans au sein de la Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie (2,7%) est légèrement inférieure à la moyenne départementale (2,8%).
- La structuration de l'activité des parents met en exergue la tendance des parents de jeunes enfants à poursuivre leur activité professionnelle. En effet, la CA Mont-Saint-Michel-Normandie est l'un des EPCI dans lequel la part des enfants de moins de 3 ans dont les parents ou le monoparent sont actifs est la plus importante (68,4% des enfants) avec le CA Saint-Lô Agglo (75,7%) et la CC Granville, Terre et Mer (70,2%).
- On peut aussi remarquer que la part des enfants de 2 ans scolarisés est nettement plus élevée qu'à l'échelon du département (29,1% contre 23,0%) et de la France métropolitaine, ce qui semble indiquer un portage plus important du développement de la préscolarisation par la collectivité.



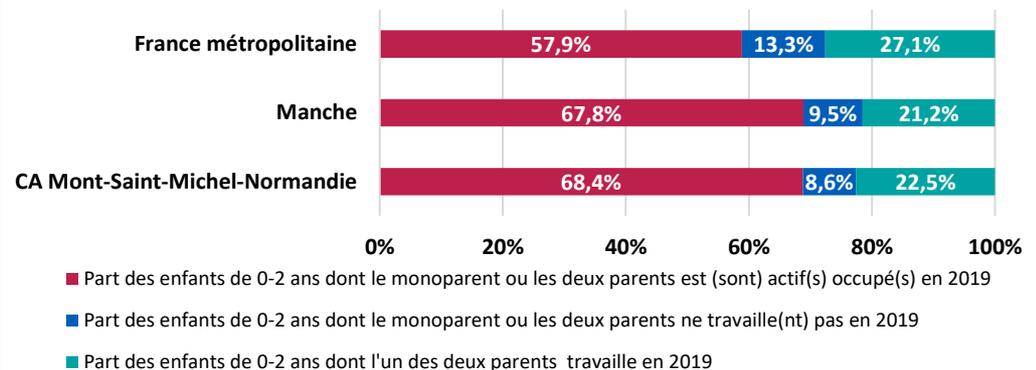
Part de la population âgée de 0-2 ans en 2019



Source : INSEE RGP 2019

Répartition des enfants âgés de 0-2 ans selon l'activité des parents en 2019

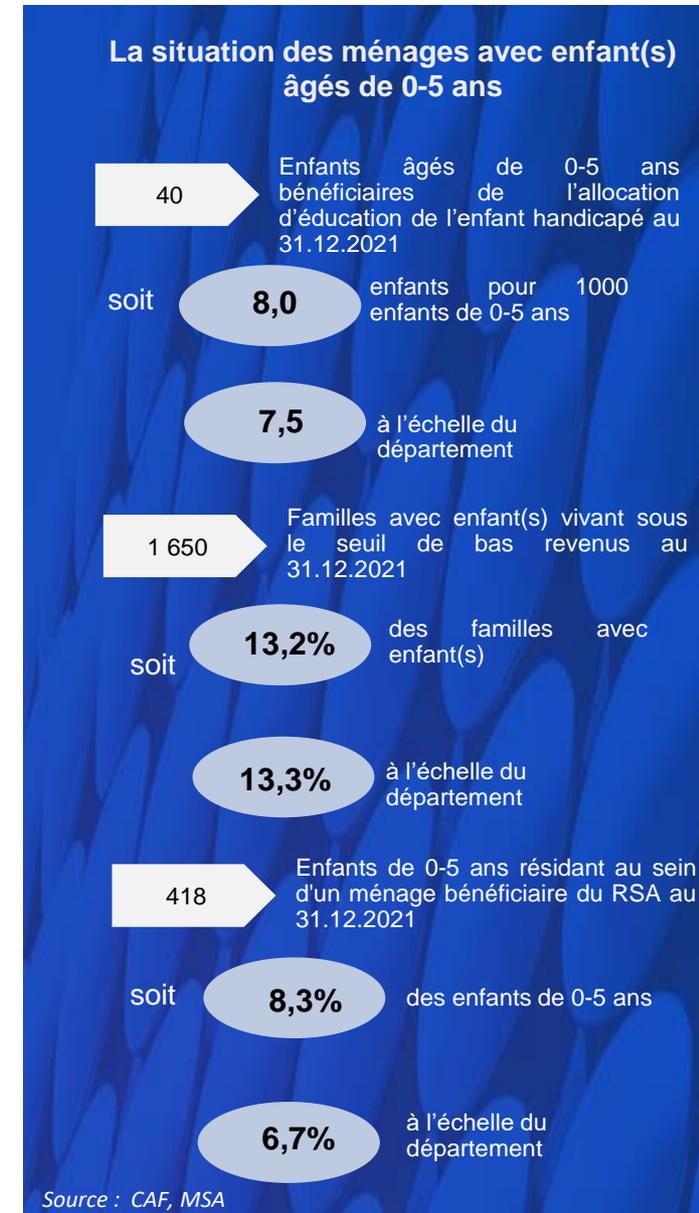
Source : INSEE RGP 2019



Petite enfance

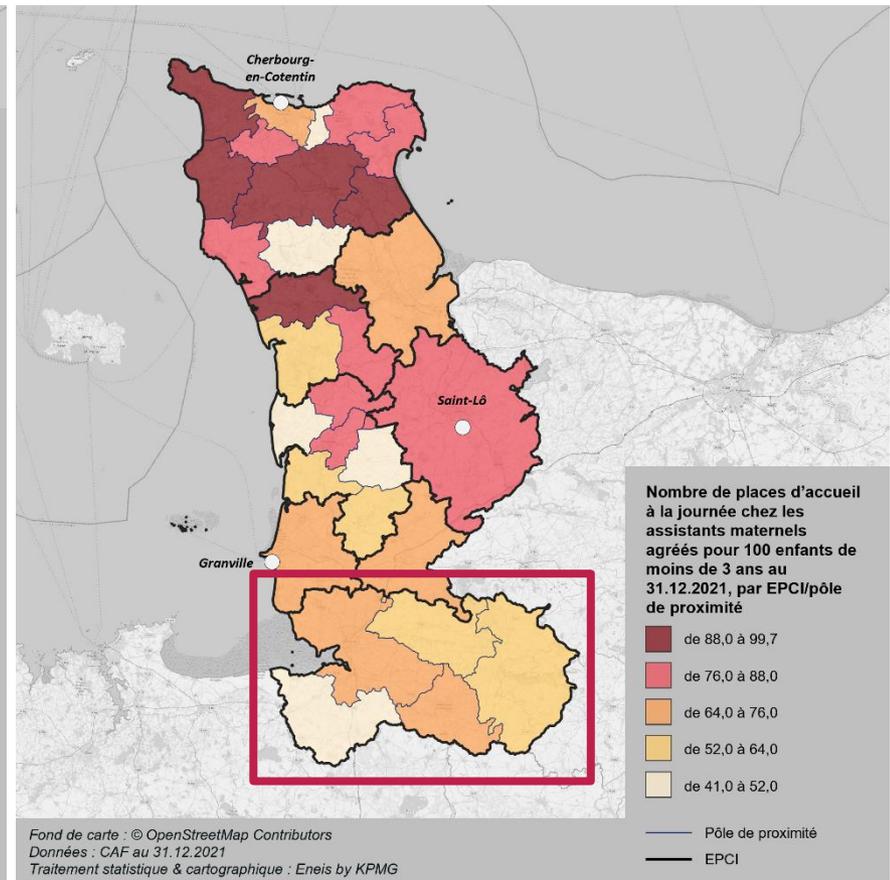
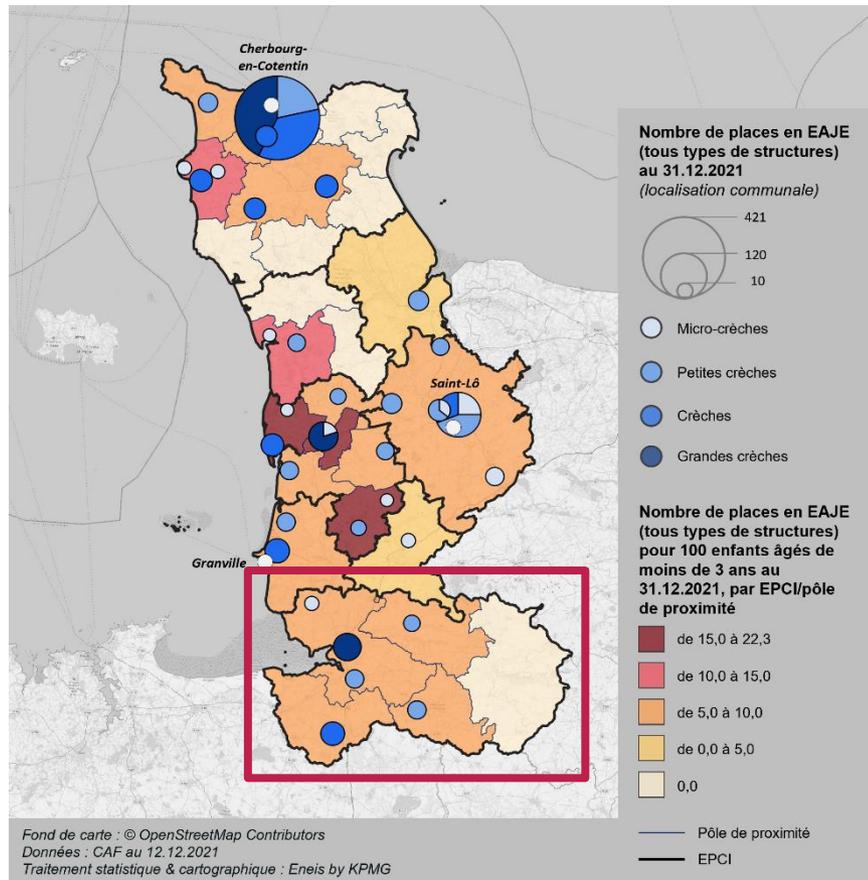
Une situation des ménages avec enfant(s) de moins de 6 ans similaire au département .

- Fin 2021, l'EPCI comptait 1 650 familles avec enfant(s) vivant sous le seuil de bas revenus, soit 13,2% des familles avec enfant(s). Cette part est similaire à celle observée à l'échelle départementale (13,3%) et stable par rapport aux années précédentes (13,2% en 2020).
- La part des enfants de moins de 6 ans vivant au sein d'un ménage bénéficiaire du RSA est légèrement plus importante au sein de la communauté d'agglomération (8,3%) qu'à l'échelle du département (6,7%), et en augmentation (elle était de 7,7% en 2020).
- Fin 2021, 40 enfants de moins de 6 ans étaient bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé sur le territoire, soit l'équivalent de 8,0 enfants pour 1000 enfants de cette tranche d'âge : l'EPCI se situe, au regard de cet indicateur, au dessus de la tendance départementale (7,5 enfants pour 1000). Cette proportion est en augmentation (6,9 en 2020) au sein de l'EPCI, pouvant indiquer un meilleur repérage des jeunes enfants en situation de handicap.



Petite enfance

Cartographie de l'accueil du jeune enfant



Petite enfance

Une diminution du nombre de places d'accueil en individuel et un faible poids de l'accueil collectif

L'EPCI dispose au 31/12/2021 :

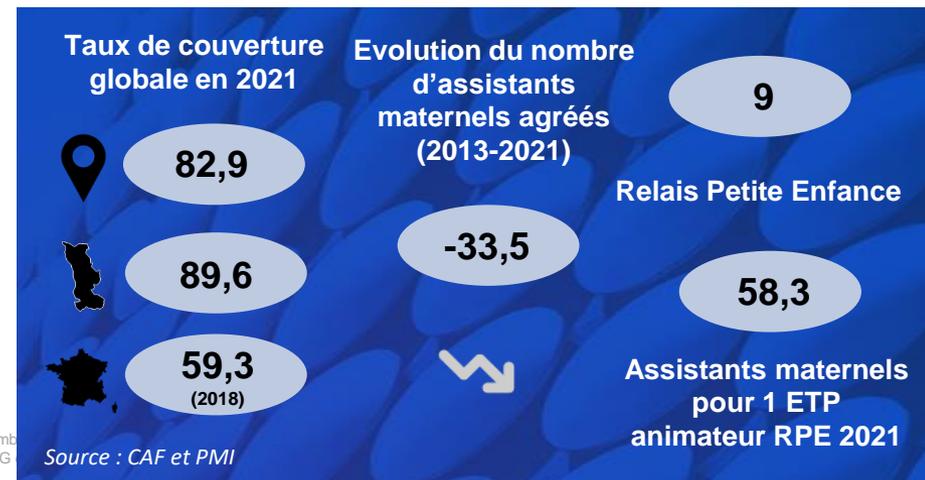
- D'une offre d'accueil chez 475 assistants maternels agréés (-28 par rapport à 2020), soit 66 places d'accueil à la journée pour 100 enfants de moins de 3 ans (73 sur le département). Le nombre d'assistants maternels sur le territoire de la Communauté d'agglomération a connu depuis 2013 une baisse importante (-33,5%). Cette tendance à la baisse s'observe dans tout le département et peut s'expliquer par les nombreux départs à la retraite d'assistants maternels.
- De 9 RAM en 2021.
- De 58,3 assistants maternels en activité pour 1 ETP d'animateur RPE en 2021, un ratio meilleur que les préconisations de la CAF sur ce point (70 assistants maternels pour 1 ETP d'animateur RPE) et qui s'améliore d'année en année (il était de 63,6 en 2019) à la faveur notamment de la diminution du nombre d'assistants maternels.
- De 10 MAM (+2 par rapport à 2020) mobilisant 27 assistants maternels, représentant 108 places d'accueil.
- D'une offre d'accueil collective composée de 6 EAJE représentant au total 146 places, une offre identique à celle observée en 2020.
- En incluant la scolarisation des enfants de 2 ans, l'accueil individuel et l'offre d'accueil collectif, la capacité théorique d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans à l'échelle de l'EPCI est de 82,9 (contre 91,2 à l'échelle du département en 2021 et 59,3 à l'échelle de la France en 2018), avec une prédominance de l'accueil individuel. La CA Mont-Saint-Michel-Normandie est l'un des EPCI ayant le plus faible taux de couverture théorique de la Manche, taux par ailleurs en diminution (notamment du fait de la diminution du nombre d'assistants maternels).

	Nombre d'assistants maternels agréés en 2021	Part des assistants maternels >60 ans	Part des assistants maternels actifs (2021)
EPCI	475	21,7%	88,6%
Département	3 331	20,4%	84,1%

	Capacité d'accueil théorique des assistants maternels agréés en 2021		Nombre de places d'accueil journée pour 100 enfants 0-3 ans
	Périscolaire	Journée	
EPCI	212	1 550	66
Département	2 030	10 028	73

	Nombre d'EAJE en 2021	Nombre de places en EAJE en 2021	Nombre de places en EAJE pour 100 enfants de 0-3 ans
EPCI	6	146	6,2
Département	55	1 223	8,9

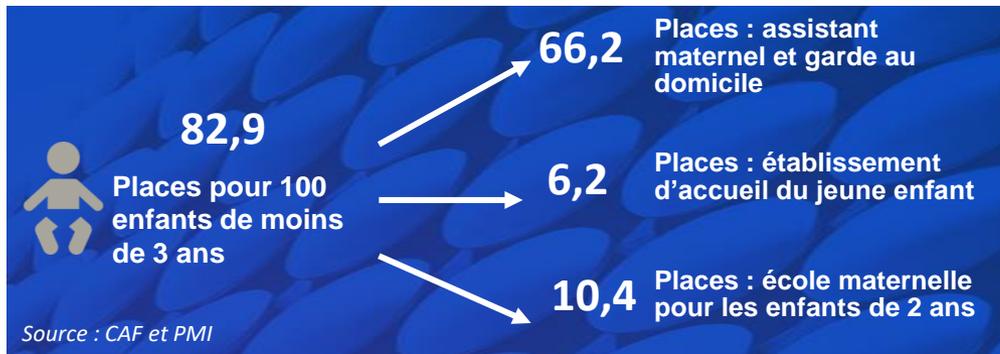
Source : CAF et PMI



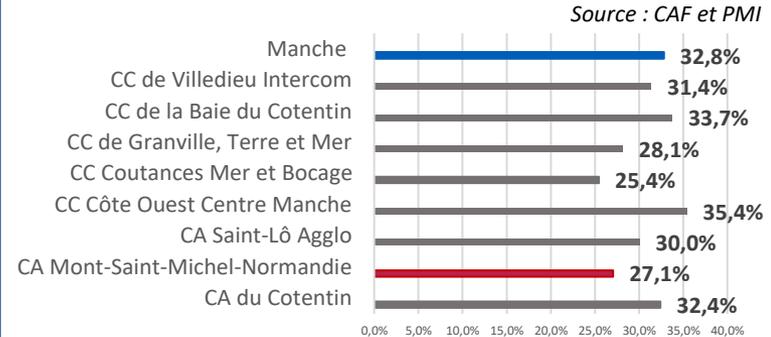
Petite enfance

En lien avec l'offre présente sur le territoire, un recours moins important à l'offre d'accueil collectif

- Le taux de couverture global des besoins d'accueil petite enfance (82,9%) est l'un des plus faibles du département. Il est par ailleurs en diminution (il était de 85,5% en 2020). Le taux de couverture en accueil collectif (6,2%) est inférieur à la moyenne départementale (8,9%), tout comme le taux de couverture en accueil individuel (66,2% sur l'EPCI contre 72,8% sur le département). A l'inverse, le nombre de places dans les écoles maternelles pour 100 enfants de 2 ans (10,4) est supérieur à la moyenne départementale (8,0).
- Au sein de la Communauté d'agglomération, on observe en 2021 une part légèrement inférieure à celle du département d'enfants de moins de 6 ans bénéficiaires du complément de libre choix mode de garde (27,1% d'enfants de 0-5 ans contre 32,8% sur le département). La part d'enfants gardés à domicile (6 enfants pour 1 000) est elle aussi inférieure à la moyenne départementale (10 enfants pour 1 000) et en diminution par rapport à 2020 (elle s'élevait alors à 8 pour 1 000).
- Les EAJE du territoire développent par ailleurs une politique inclusive et de mixité, avec 22 enfants en situation de handicap, 12 enfants bénéficiaires d'un projet d'accueil individualisé (PAI) et 159 enfants issus de familles en situation de pauvreté accueillis au sein des EAJE de la CA en 2021.



Part d'enfants de 0-5 ans révolus allocataires du CMG en 2021



Nombre d'enfants en situation de handicap suivis en CAMSP, SESSAD ou bénéficiant d'un AEEH) accueillis en EAJE en 2021

EPCI **22** Département **96**

Nombre d'enfants bénéficiant d'un PAI accueillis en EAJE en 2021

EPCI **12** Département **103**

Nombre d'enfants accueillis dans les EAJE issus de familles en situation de pauvreté en 2021

EPCI **159** Département **871**

Enfants de 0-5 ans gardés à domicile (PAJE CMG) pour 1 000 enfants en 2021

EPCI **6** Département **10**

Source : CAF et PMI

Les retours de l'enquête habitants

La petite enfance

Des parents de jeunes enfants qui paraissent satisfaits de l'offre d'accueil et des Relais Petite Enfance (RPE) bien identifiés



111 répondants ont un enfant à naître ou de moins de trois ans.



50 répondants (soit 46,7%) indiquent avoir des besoins d'accueil tous les jours de la semaine et 44 (41,1%) ont des besoins un ou plusieurs jours par semaine. 7 répondants indiquent ne pas avoir de besoins du tout.



92,5% des répondants ayant un jeune enfant sont satisfaits de leur mode d'accueil. Ceux pour qui ce n'est pas le cas (8 répondants) évoquent notamment des difficultés pour trouver un mode d'accueil et des horaires non-adaptés.

45,2% des répondants ayant un jeune enfant indiquent s'être renseignés au sujet des modes d'accueil de leur enfant auprès d'un RPE.

27,9% se sont renseignés par bouche à oreille.

23,8% (25 répondants) ont eu des difficultés pour obtenir des informations sur les différentes possibilités d'accueil.

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les parents :



Que faudrait-il améliorer selon vous concernant l'offre d'accueil du jeune enfant sur votre territoire ?

1. Plus de places en crèches (cité 53 fois)
2. Des tarifs plus accessibles (cité 41 fois)
3. Une amplitude horaire plus importante (cité 38 fois)
4. Des contrats d'accueil plus souples (cité 36 fois)
5. Une solution d'accueil plus proche de mon domicile (cité 21 fois)

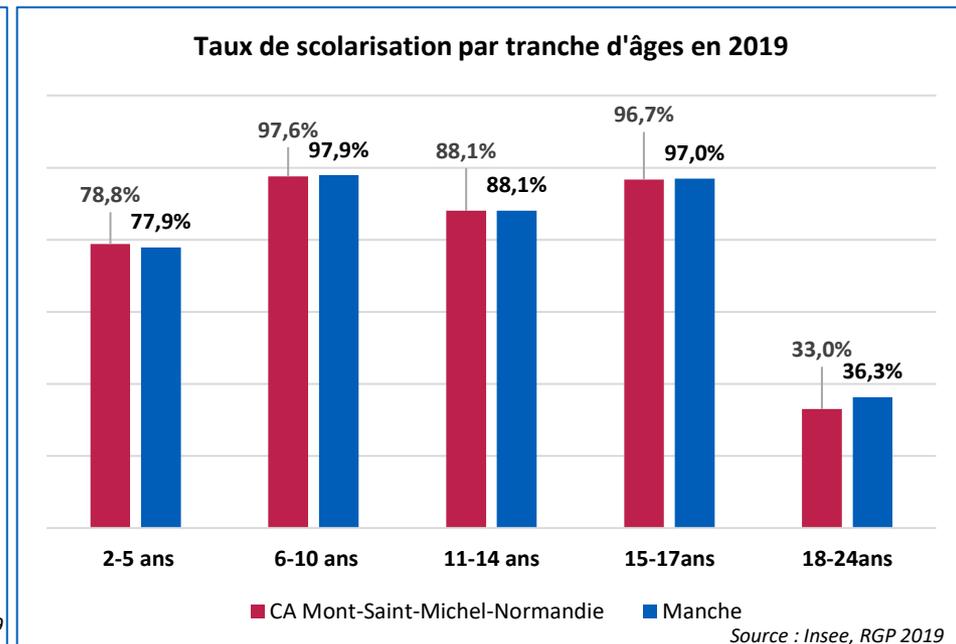
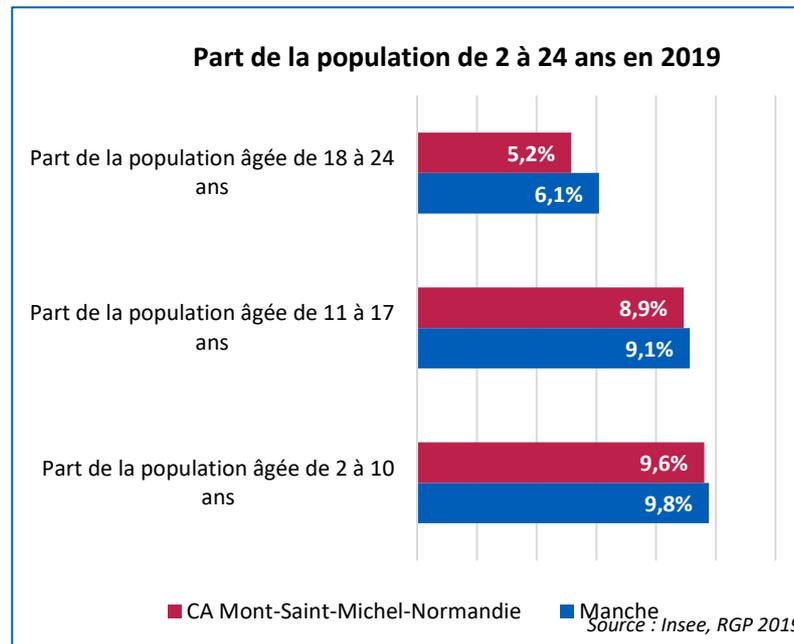
Enfance Jeunesse

Une part de jeunes adultes (18-24 ans) faible sur le territoire

- Les jeunes adultes (18-24 ans) de la CA Mont-Saint-Michel-Normandie représentent une part moins importante de la population qu'au niveau départemental. La représentation des 2-10 ans et des 11-17 ans est plutôt similaire à celle observée à l'échelle du département.

Des taux de scolarisation voisins à ceux du département

- La Communauté d'agglomération présente des taux de scolarisation par catégorie d'âges proches de ceux du département de la Manche, avec toutefois un taux plus élevé concernant les 2-5 ans et moins élevé pour les 18-24 ans (3,3 points de moins).



Enfance Jeunesse

Des structures d'accueil et de loisirs sur le territoire

- La communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie dispose de nombreuses structures pour le loisirs des enfants et des jeunes : plusieurs espaces dédiés aux enfants et aux jeunes proposant diverses activités de loisirs, des infrastructures sportives et des ludothèques, maison des arts, écoles de danse, d'arts plastiques et de musique...

Au global, des capacités d'accueil déclaré à destination des enfants et des jeunes inférieures à celles du département

- Les tableaux de la page suivante montrent que la CA Mont-Saint-Michel-Normandie dispose globalement d'une offre en accueil collectif de mineurs déclaré relativement faible, comparativement à la moyenne départementale (avec, selon les tranches d'âge et les périodes, des capacités d'accueil qui peuvent être plus de deux fois inférieures à la moyenne départementale). Ces données soulignent une faible tendance de l'EPCI à la déclaration de ses accueils auprès du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports.
- En revanche, les capacités d'accueil en période extrascolaire sont, en fonction des tranches d'âge, similaires ou plus élevées que celles observées à l'échelle départementale. L'EPCI est par ailleurs l'un des seuls du département à proposer une offre durant la période de Noël.

L'offre à destination des enfants et des jeunes sur le territoire

7 structures d'accueil des jeunes

- Accueil de jeunes (11-25 ans) à Saint-Hilaire-du-Harcouët
- Maison des Jeunes de Brécey
- Accueil des Jeunes d'Isigny-Le-Buat
- Espace Jeunes de Pontorson
- Accueil des jeunes (13-17ans) de Saint-James
- Espace Jeunesse et culture de Sourdeval
- Animation 11-17 ans Avranches

12 salles et terrains de sports
4 piscines
2 écoles de danse

1 école d'arts plastiques,
8 écoles de musique

3 ludothèques et
1 ludobus « Le Mil'Bornes »

13 espaces publics numériques

Un réseau de médiathèques

Des accueils de loisirs péri et extrascolaires (23 accueil de loisirs)

Enfance Jeunesse

Capacité d'accueil déclaré en période scolaire (en Accueil Collectif de Mineurs)

Capacité d'accueil déclaré pour 100 enfants – sources DDCS 2021, INSEE RGP 2019

	Période											
	Lundi-Matin	Lundi- Après-midi	Mardi- Matin	Mardi- Après-midi	Mercredi- Matin	Mercredi- Après-midi	Jeudi-Matin	Jeudi-Après- midi	Vendredi- Matin	Vendredi- Après-midi	Samedi- Matin	Samedi- Après-midi
EPCI - Moins de 6 ans	10,6	19,8	10,6	19,8	21,9	16,4	10,6	19,8	10,6	21,5	0,0	0,0
Manche - Moins de 6 ans	20,1	23,9	20,1	25,5	20,0	13,4	20,1	25,6	20,1	25,1	0,8	0,8
EPCI - 6-13 ans	5,0	9,1	5,0	10,6	10,0	7,2	5,0	9,1	5,0	11,3	0,2	0,2
Manche – 6-13 ans	12,2	15,2	12,2	16,2	12,0	7,9	12,2	16,9	12,2	16,4	0,6	0,7
EPCI – 14-17 ans	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	1,4	0,3	0,3	0,3	0,7	0,4	0,4
Manche – 14- 17 ans	0,0	1,3	0,0	1,6	0,5	2,4	0,0	1,6	0,0	2,2	0,2	0,5

Capacité d'accueil déclaré pendant les vacances scolaires (en Accueil Collectif de Mineurs)

Capacité d'accueil déclaré pour 100 enfants – sources DDCS 2021, INSEE RGP 2019

	Période					
	Toussaint	Noël	Hiver	Printemps	Juillet	Août
EPCI – Moins de 6 ans	14,5	8,3	14,6	14,3	17,2	13,2
Manche – Moins de 6 ans	11,7	4,8	11,0	10,7	12,0	9,2
EPCI – 6-13 ans	7,1	3,5	7,2	7,4	9,1	6,8
Manche – 6-13 ans	7,0	3,0	6,9	6,8	8,2	6,5
EPCI – 14-17 ans	1,4	0,9	1,5	2,6	2,0	1,1
Manche – 14-17 ans	2,8	1,4	2,6	2,7	2,9	2,4

Enfance Jeunesse

Des dispositifs pour favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes

La communauté d'agglomération est dotée de plusieurs dispositifs permettant de favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes :

- Une mission locale est implantée à Avranches et offre un accompagnement de proximité à destination des jeunes qui ont des difficultés à s'insérer socialement et/ou professionnellement : en 2021, 152 jeunes ont notamment bénéficié de la Garantie Jeunes.
- Trois Structures d'Information Jeunesse, situées à Avranches, Mortain-Bocage et Saint-Hilaire-du-Harcouët, permettent d'informer les jeunes sur l'ensemble des domaines pouvant les intéresser.
- Deux établissements du réseau Habitat Jeunes sont recensés sur le territoire : un Foyer Jeunes Travailleurs (FJT) à Avranches (97 lits) et son antenne à Saint-Hilaire-du-Harcouët (13 lits). Un comité local pour le logement des jeunes (CLLAJ) à Mortain complète le dispositif d'aide aux logements des jeunes (374 jeunes bénéficiaires en 2021).

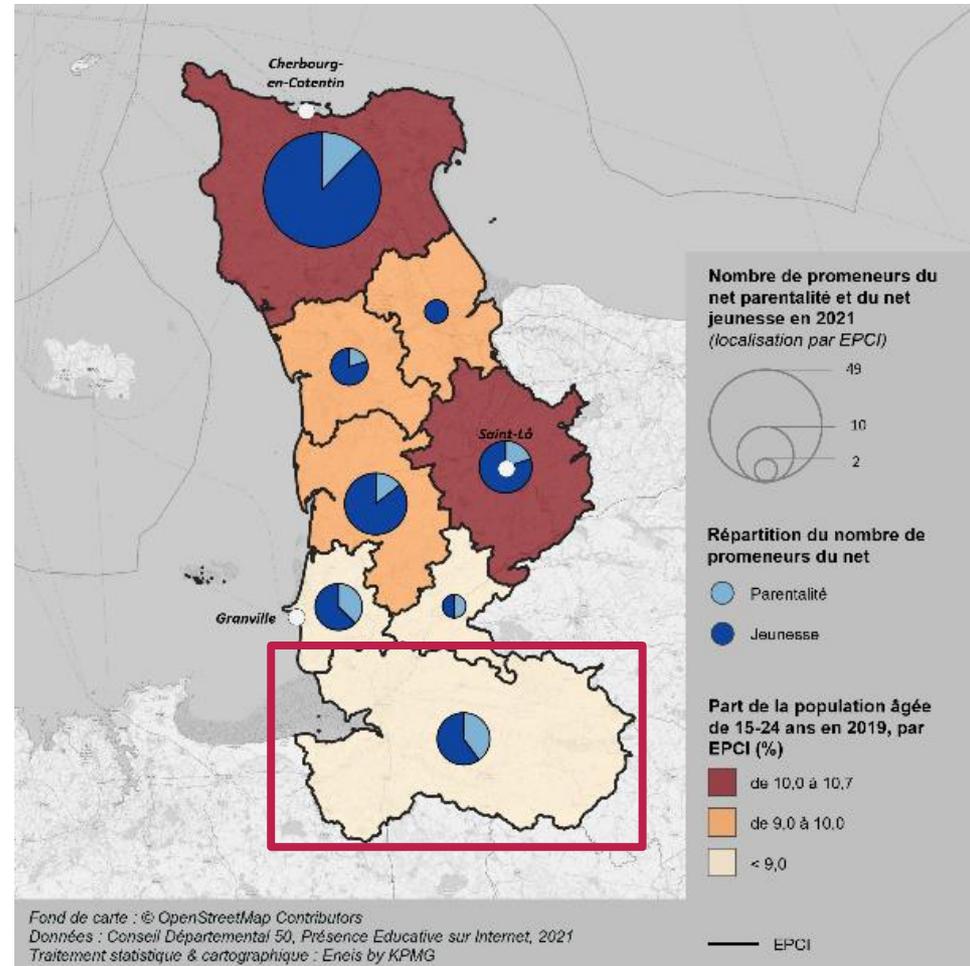
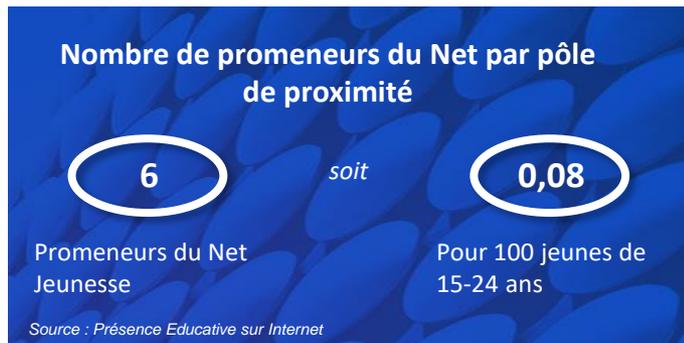


Enfance Jeunesse

Une présence éducative sur internet

En 2012, la CAF de la Manche a été la première CAF à adapter le concept des Promeneurs du Net en France. Il s'agit de déployer une **présence éducative sur Internet** en mobilisant des professionnels de la jeunesse pour qu'ils soient présents auprès des jeunes sur les réseaux sociaux. La Caf de la Manche continue d'innover en la matière avec la création d'un outil de suivi de l'activité des Promeneurs du Net (Propei) ainsi que le déploiement de Promeneurs du Net Parentalité qui assurent une présence sur Internet auprès des parents.

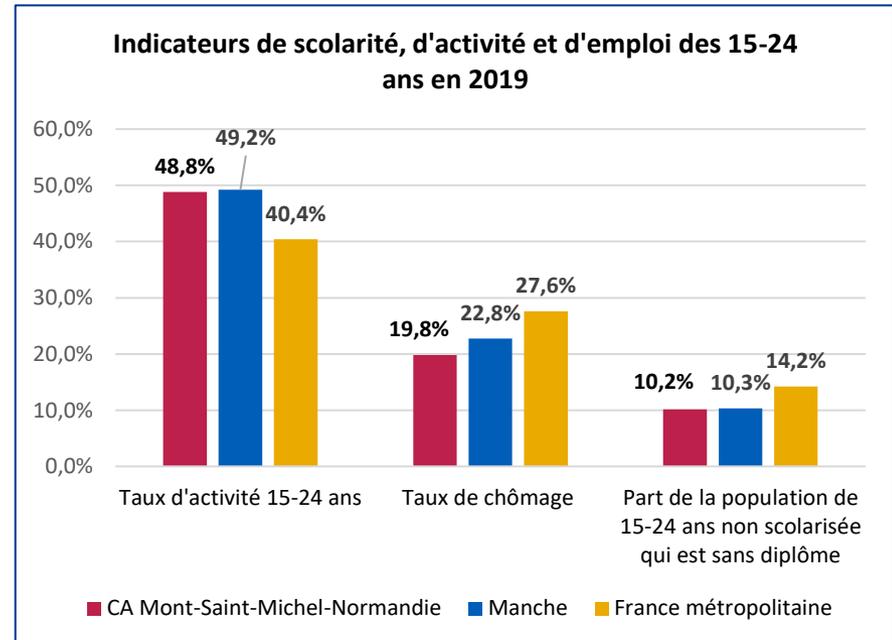
La Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie compte six Promeneurs du Net Jeunesse en 2021, comme l'année précédente. Cela correspond à un ratio de 0,08 Promeneur du Net Jeunesse pour 100 jeunes de 15-24 ans, une proportion parmi les plus faibles du département. On peut cependant supposer que les jeunes du territoire ont accès à des Promeneurs du net d'autres EPCI, puisqu'ils vivent souvent une partie de leur vie dans d'autres EPCI (collèges, lycées, etc.).



Enfance Jeunesse

Des indicateurs d'activité des jeunes globalement positifs

- Les jeunes de 15 à 24 ans habitant dans la Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie ont une propension à être en activité quasi identique à la moyenne départementale (48,8% pour 49,2% au niveau du département).
- Il convient de noter que parmi les jeunes actifs, seuls 19,8% des 15-24 ans sont au chômage, un taux relativement bas en comparaison du taux de la Manche (22,8%) ou du taux national (27,6%). Il s'agit de l'EPCI au taux de chômage des jeunes le plus faible du département.
- La part de la population de 15-24 ans non scolarisée et sans diplôme dans l'ensemble de la population est par ailleurs plus faible au niveau de l'EPCI (4,1%) qu'au niveau départemental (4,2%) et a fortiori national (4,8%).
- Par ailleurs, la part de la population de 15-24 ans non-scolarisée et qui se trouve également être sans diplôme est également moins importante à l'échelle de l'EPCI (10,2%) qu'à l'échelle départementale (10,3%) et nettement inférieure à la moyenne nationale (14,2%).



Source : Insee, RGP 2019

Les retours de l'enquête habitants

L'enfance-jeunesse

Une fréquentation importante de l'offre d'activités extrascolaire, mais des enjeux d'accessibilité financière repérés



364 répondants avec un enfant (ou plusieurs) entre 3 et 17 ans.



67% des répondants (soit 244 au total) indiquent que leur(s) enfant(s) pratiquent une activité extrascolaire régulière.



30% des répondants (36 répondants) indiquant que leur enfant ne pratique pas d'activité expliquent les coûts sont trop élevés ou que les horaires sont inadaptés.



59,1% des répondants ayant un enfant de 3-17 ans indiquent rencontrer des difficultés de mobilité pour se rendre à certaines activités dont 21,1% que cela empêche de pratiquer une activité.

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les parents :



Que faudrait-il améliorer selon vous concernant l'offre d'accueil et de loisirs à destination des enfants de 3-10 ans sur le territoire ?

1. Des tarifs moins élevés (cité 96 fois)
2. Des solutions de transport collectif pour se rendre sur les sites des activités (cité 51 fois)
3. Des propositions d'activités plus variées (cité 46 fois)



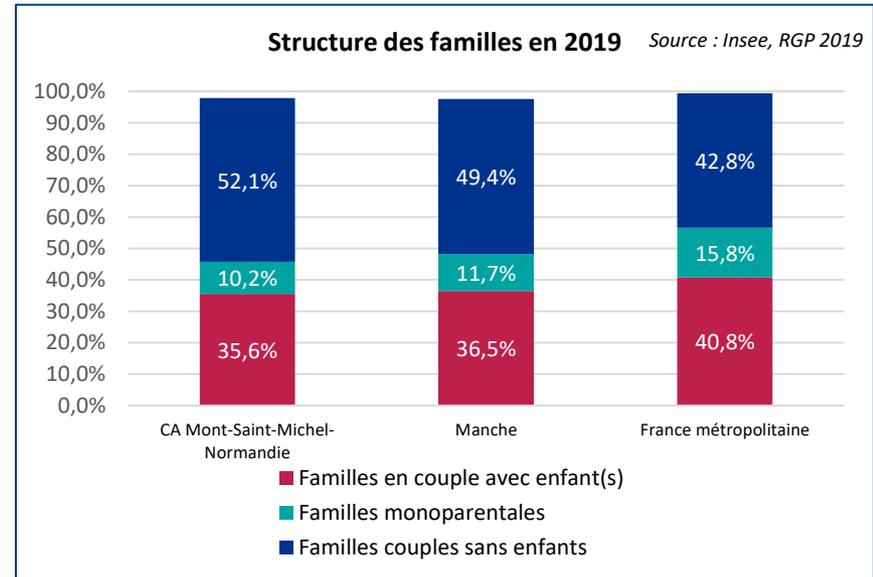
Que faudrait-il améliorer selon vous concernant l'offre d'accueil et de loisirs à destination des enfants et des jeunes sur votre territoire ?

1. Des solutions de transport collectif pour se rendre sur les sites des activités (cité 63 fois)
2. Des tarifs moins élevés (cité 63 fois)
3. Une meilleure information sur les différentes possibilités d'accueil (cité 60 fois)

Parentalité

Une majorité de couples sans enfant et une légère augmentation du nombre de familles monoparentales

- Comme la plupart des familles du département, les familles de la Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie se caractérisent par une prédominance des couples sans enfant (52,1% des familles).
- De fait, de 2013 à 2019, le nombre de couples avec enfants a diminué de 1,2 % en moyenne chaque année, ce qui est équivalent à la baisse observée sur le département mais plus élevée que celle constatée sur le territoire national (-0,3%/an).
- Le nombre de familles nombreuses (3 enfants ou plus) au sein de l'EPCI et sur l'ensemble de la Manche ont diminué (-1,6% et -2,1% en moyenne chaque année) entre 2013 et 2019.
- Le nombre de couples sans enfant a également légèrement diminué (-0,2%/an).
- Par opposition, le nombre de familles monoparentales a augmenté de façon notable (+3,0%/an) par rapport au département (+2,0%/an) et à la France métropolitaine (+2,3%/an).



Evolution annuelle moyenne de la structure des familles entre 2013 et 2019

	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METROPOLITAINE
Familles nombreuses	-1,6%	-2,1%	-0,1%
Couples avec enfants	-1,2%	-1,3%	-0,3%
Couples sans enfants	-0,2%	0,2%	0,6%
Familles monoparentales	3,0%	2,0%	2,3%

Source : Insee, RGP 2013 & 2019

Parentalité

Un panier de services parentalité complet grâce à plusieurs dispositifs présents sur le territoire

- Pour soutenir les familles dans leur rôle parental, plusieurs actions sont déployées sur le territoire : le territoire dispose d'un « panier de services parentalité » (CLAS, REAAP, LAEP) complet.
- Le CLAS est développé sur le territoire (10 groupes d'enfants bénéficiaires en 2021-2022, contre 8 en 2020-2021), avec un ratio de 8,4 actions pour 10 000 familles avec enfants. Ce ratio est légèrement inférieur à celui observé au niveau départemental (8,9).
- Le nombre d'actions ayant reçu un accord de financement dans le cadre du REAAP est en augmentation en 2021, passant de 20 en 2020 à 31 en 2021. Ce sont 23 actions qui ont été effectivement mises en œuvre soit 19,3 actions pour 10 000 familles avec enfants soit nettement plus que sur le département (moyenne départementale de 16,6).
- 2 LAEP sont également recensés sur le territoire en 2021, comme en 2020. Avec ces structures, l'EPCI compte 1,39 LAEP pour 3500 enfants âgés de 0 à 5 ans, soit un ratio inférieur à celui de la Manche (1,79) mais supérieur à l'objectif fixé par la COG CNAF 2013-2017 d'un LAEP pour 3500 enfants âgés de 0 à 5 ans.

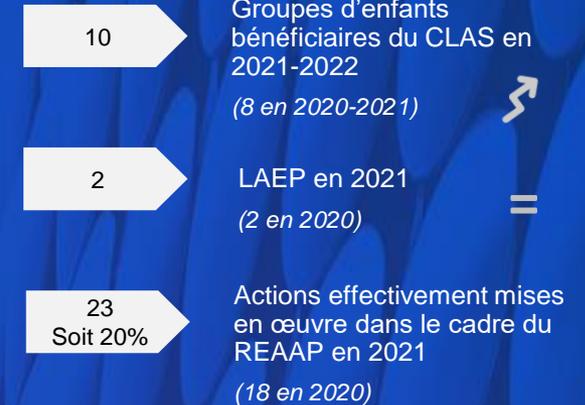
Animation de la vie sociale

Une couverture en structures d'animation de la vie sociale supérieure à la moyenne départementale

- Avec 3 centres sociaux sur le territoire, l'EPCI possède une couverture (0,34 pour 10 000 habitants) similaire à la moyenne départementale et affiche une couverture en espaces de vie sociale (0,44 pour 10 000 habitants) nettement supérieure à celle observée dans la Manche (0,34) ; notamment grâce à la création d'un EVS en 2020.

L'offre parentalité sur le territoire

Source : CAF



L'offre d'animation de la vie sociale

Source : CAF



Les retours de l'enquête habitants

La parentalité

Des préoccupations des parents centrées autour de l'éducation, la scolarité et la prévention liée à l'usage des écrans



Quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus en tant que parent ?

1. Education (cité 188 fois)
2. Scolarité de mon enfant (cité 157 fois)
3. Equilibre entre vie professionnelle / vie familiale / vie personnelle (cité 134 fois)

Connaissez-vous les lieux ou dispositifs suivants ?

	N	%
La Protection maternelle et infantile (PMI)	287	73,2%
Les Relais Assistants Maternels (RAM) ou Relais Petite Enfance (RPE)	251	64,0%
Les centres sociaux ou les espaces de vie sociale	125	31,9%
La médiation familiale	104	26,5%
Les Maisons des Adolescents (« MADO »)	100	25,5%
L'association des PEP50	61	15,6%
Aucun de ces lieux ou dispositifs	59	15,1%
Les LAEP (Lieux d'accueil enfants/parents)	52	13,3%
Les espaces de rencontre	51	13,0%
Les Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (CLAAJ)	37	9,4%
Les CLAS (contrat local d'accompagnement scolaire)	33	8,4%
Les actions REAAP (Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents)	33	8,4%
Les « promeneurs du net » Parentalité	33	8,4%
Les Espaces des Parents (EdP)	16	4,1%
Les PRE (Programmes de Réussite Educative) ou DRE (Dispositifs de Réussite Educative)	15	3,8%

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les parents :



Selon vous, quelles offres/activités seraient susceptibles de vous être utiles ?

1. Rien de tout ça (cité 140 fois)
2. Organiser des activités permettant de regrouper les enfants et leurs parents (cité 109 fois)
3. Pouvoir prendre un rendez-vous individuel avec un professionnel pour poser vos questions autour de la parentalité (cité 102 fois)

Les retours de l'enquête habitants

L'animation de la vie sociale

Une satisfaction vis-à-vis des structures AVS mais un enjeu d'information autour de l'offre de loisirs et d'activités

195 répondants (soit 28,9%) indiquent se sentir un peu (168) ou vraiment (27) isolés.

55,2% des répondants indiquent ne pas avoir connaissance des structures d'animation de la vie sociale existantes près de chez eux.

63,9% des répondants s'estiment mal informés sur l'offre de loisirs et d'activités.

10,1% des répondants indiquent fréquenter une structure d'animation de la vie sociale près de chez eux. 89,4% (59 répondants) d'entre eux sont satisfaits de l'offre proposée. 7 répondants sont insatisfaits, notamment parce que les activités ne sont pas desservies par des transports en commun et que les horaires ne sont pas toujours adaptés.

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les répondants :

Selon vous, quels seraient les domaines à développer en matière de vie sociale sur votre territoire ?

	N	%
Les activités de loisirs ou culturelles	286	43,6%
Les activités familiales (activités à pratiquer en famille)	239	36,4%
Les manifestations festives (fêtes de quartiers, etc.)	202	30,8%
Les activités d'entraide / de solidarité	185	28,2%
Les activités sportives	184	28,0%
Les activités autour du développement durable	133	20,3%
Les activités intergénérationnelles	121	18,4%
L'accompagnement au numérique	110	16,8%
Autre	22	3,4%
TOTAL	656	

Selon vous, quelles seraient les principales améliorations à apporter en matière de vie sociale sur votre territoire ?

	N	%
Plus d'informations sur les activités existantes	197	30,2%
Des tarifs moins élevés	197	30,2%
Plus d'équipements dédiés à la vie sociale, aux loisirs, aux activités culturelles	166	25,4%
Une meilleure amplitude horaire des activités proposées	163	25,0%
Des activités plus adaptées à chaque tranche d'âge	155	23,7%
Des activités plus accessibles en transport en commun	128	19,6%
Des activités plus variées	92	14,1%
Autre	16	2,5%
TOTAL	653	

Accès aux droits

Une bonne représentation des services publics dans la CA Mont-Saint-Michel-Normandie

- Les services publics sont bien implantés sur l'EPCI. On recense 1 agence pôle emploi, 1 agence de la CPAM, 2 agences CAF, 2 agences MSA, 1 agence CARSAT et 2 services des impôts.
- 6 France Services et 1 antenne France Services sont également présents sur l'EPCI, ce qui simplifie l'accès aux services publics pour les habitants avec un dispositif de guichet unique. Le ratio de ces espaces par rapport au nombre d'habitants est par ailleurs supérieur à la moyenne départementale.
- On recense aussi 1 structure M@nche Services sur le territoire intercommunal.
- Enfin, on peut observer qu'il existe 8 visio-accueils sur le territoire de l'EPCI. Rapportés à la population du territoire, on observe donc sur l'EPCI un nombre de visio-accueils pour 10 000 habitants supérieur à la moyenne départementale.

Une bonne implantation d'espaces numériques et de conseillers numériques

- On recense 13 Espaces numériques sur le territoire, ce qui représente le ratio (1,48 pour 10 000 habitants) le plus important du département.
- A l'inverse, le ratio des conseillers numériques par rapport au nombre d'habitants est inférieur sur la Communauté d'agglomération à la moyenne départementale.

L'accès aux droits et les démarches



L'inclusion numérique



Source : Rapport accès aux droits

Les retours de l'enquête habitants

L'accès aux droits

Un enjeu majeur d'accès aux droits, principalement lié au manque d'information des publics

+ de 70% de répondants indiquent ne pas disposer d'informations suffisantes sur leurs droits en matière de vieillesse (441 répondants) et plus de 60% en matière de précarité et difficultés financières (422 répondants) et d'emploi et d'insertion professionnelle (370 répondants).

299 répondants (soit 44,4%) indiquent avoir le sentiment de ne pas percevoir l'intégralité des prestations auxquelles ils ont droit.

498 répondants (soit 74,1%) ont le sentiment de ne pas connaître les services d'information, d'orientation et d'accompagnement existant sur leur territoire.

274 répondants (soit 40,7%) s'estiment isolés des services publics sur leur territoire.

206 répondants (soit 30,5%) indiquent rencontrer des difficultés (régulièrement ou souvent) pour effectuer des démarches administratives.

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les répondants



Sur quel(s) sujet(s) souhaiteriez-vous disposer de plus d'informations/aide ?

1. Aides financières et matérielles auxquelles j'aurais droit (cité 423 fois)
2. Démarches administratives (cité 250 fois)
3. Services existants proposés près de chez moi pour m'informer, m'orienter ou m'aider (cité 150 fois)



Quelles seraient les améliorations prioritaires à apporter pour rendre plus accessibles les services au public ?

1. Développer l'accueil et l'information sur les services existants (cité 285 fois)
2. Elargir les horaires d'accueil physiques au sein des institutions (cité 275 fois)
3. Améliorer le réseau de transports en commun sur le territoire et son accessibilité (cité 150 fois)

Glossaire

Sigles	Définitions
AAD	Accès aux droits
ACM	Accueil collectif de mineurs
AVS	Animation de la vie sociale
COG	Convention d'objectifs et de gestion
CLAS	Contrat local d'accompagnement scolaire
EAJE	Espace d'accueil du jeune enfant
EVS	Espace de vie sociale
LAEP	Lieu d'accueil enfants-parents
MADO	Maison des adolescents
MAM	Maison d'assistants maternels
PMI	Protection maternelle et infantile
PRE	Programme de réussite éducative
REAAP	Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents
RPE	Relais petite enfance



ENEIS

by **KPMG**

VOS CONTACTS

Marion HAJDENBERG

Directrice de mission
mhajdenberg@kpmg.fr
06 09 97 15 72

Judith OLLE

Cheffe de projet
jolle@kpmg.fr
06 19 77 83 87

**Solène DELUSSEAU-
JELODIN**

Consultante
sdelusseau-jelodin@kpmg.fr
06 22 95 40 48

kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse (« KPMG International »). KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2017 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. Imprimé en France